



*Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest*  
*West African Women Association*

Bénin - Burkina Faso - Cap Vert - Côte d'Ivoire - Gambie - Ghana - Guinée - Guinée Bissau - Libéria - Mali - Mauritanie - Niger - Nigéria - Sénégal - Sierra Léone - Togo

**République du Sénégal**

*Bureau Régional RAFAO*

**RENCONTRE PRE-SOMMET  
UA/ORGANISE PAR FAS  
LES 23 - 24 JANVIER 2007  
A ADDIS ABEBAS**

**CONTRIBUTION DE RAFAO SUR LA DIMENSION  
ECONOMIQUE DU GENRE :**

- **Entreprenariat féminin**
- **Et secteur informel**

**Presentation: Honorable Khady Fall TALL  
Présidente de RAFAO**



**Séminaire sur les femmes dans le secteur informel, juillet 2006  
avec le Chef de l'Etat Maître Abdoulaye Wade**

# **PLAN**

## **INTRODUCTION**

### **I- LES CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES**

### **II- LA MICRO FINANCE ET L'ENTREPRENARIAT FEMININ**

### **III- L'ECONOMIE INFORMELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

### **IV- LES FEMMES DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIO ECONOMIQUE DE PAUVRETE**

### **V- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

## INTRODUCTION

Pour la plupart des pays d'Afrique l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement reste un défi. Les indicateurs économiques africains révèlent quelques raisons d'espérer car de nombreux pays ont connu en 2005 une amélioration de leurs **performances économiques**. C'est le résultat d'un contexte favorable aux cours des produits de base, marque aussi par un renforcement de l'aide et des remises de dette, et par la mise en œuvre de réformes qui commencent à porter leurs fruits.

## CONTEXTE GEOPOLITIQUE DE L'ECONOMIE EN AFRIQUE

La stabilité macro-économique a été, de façon global, préservée malgré la hausse du prix des carburants et des produits alimentaires. La mobilisation en faveur des réformes a participé au regain d'optimisme ; tout comme le soutien croissant de la communauté internationale, avec l'élan supplémentaire impulsé par la Commission sur l'Afrique et le sommet du G8 de Gleneagles.

Pour nombre de pays d'Afrique, les perspectives sont plus favorables qu'elles ne l'ont été dans un passé récent. Mais la sécurité des personnes reste sévèrement affectée par les défaillances des structures de **gouvernance**, les **conflits**, et la vulnérabilité qui est le lot de **l'extrême pauvreté**. De quoi décourager l'investissement et entraver l'insertion effective des pays africains dans l'économie mondiale.

Il faut se féliciter de la première des réunions prévues par le « mécanisme africain d'examen par les pairs » (MAEP), organisée en janvier 2006, reflète la constance des efforts d'amélioration de la gouvernance. Les pays dotés d'abondantes ressources naturelles se doivent pour leur part d'investir dans le développement de leurs ressources humaines et de leurs infrastructures une part substantielle des bénéfices providentiels qui gonflent leur trésorerie, afin d'étayer leur développement à moyen ou à long terme.

La problématique des **infrastructures** des transports en Afrique, leur médiocrité et la piètre qualité des services qui en découle obèrent le coût des affaires et handicapent le développement du secteur privé. Lors de la décennie écoulée, les offres de modernisation des ces infrastructures comme les encouragements au concours du **secteur privé** ont montré leurs limites. Les gouvernements africains et la communauté des bailleurs se doivent de prendre des initiatives novatrices pour lever des ressources complémentaires, publiques et privées, et mettre à la disposition des peuples du continent de meilleures infrastructures routières.

L'année 2005 a été qualifiée d'« année de l'Afrique ». Beaucoup de gouvernements africains ont franchi des étapes prometteuses vers la restructuration de leurs économies nationales. Dans nombre de pays, la démocratie s'enracine en profondeur, générant une participation accrue de la

**société civile** à l'élaboration des **politiques publiques**. Avec l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et sous les auspices de **l'Union africaine**, des progrès substantiels ont été enregistrés en matière de coopération régionale. Au-delà, une partie de la communauté internationale semble renouer avec la volonté de donner à l'Afrique un grand « **coup de pouce** ».

## **I- LES CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES**

### **1. L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT**

La conférence de Monterrey sur le financement du développement, l'Aide Publique au Développement (APD) n'a cessé d'augmenter en termes réels. Selon le CAD (Comité d'aide au Développement de l'OCDE), elle a progressé de 18 pour cent en termes réels, soit une augmentation moyenne annuelle légèrement supérieure à 5 pour cent depuis 2001-2004. En 2004, le volume de l'APD a atteint 79,5 milliards de dollars. Cependant, ce récent accroissement de l'APD semble moins impressionnant lorsqu'on le mesure en pourcentage du RNB (revenu national brut) des pays membres du CAD. Le ratio APD/RNB est passé de 0,22 pour cent en 2001 à 0,26 pour cent en 2004, une progression inférieure aux moyennes antérieures (0,33 pour cent sur la période 1980-1992) et à l'objectif fixé par les Nations Unies (0,7 pour cent).

L'essentiel de cette augmentation est dû aux allègements de dette, notamment au titre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). A ce jour, des programmes de réduction de la dette ont été approuvés au bénéfice de **28 pays, dont 24 en Afrique**, pour un allègement total du service de la dette de 38,2 milliards de dollars valeur actualisée nette). Outre l'initiative PPTE et un allègement supplémentaire de la dette bilatérale, tous les pays PPTE devraient, au moment où ils atteindront le point d'achèvement de l'initiative, voir leur dette totalement effacée par la FMI (Fonds monétaire international), l'AID (Association internationale de développement de la Banque mondiale) et le FAD (Fonds Africain de Développement) dans le cadre de l'IADM (Initiative d'allègement de dette multilatérale) prise dans la foulée du sommet du G8 de juillet 2005 (encadré 3). Un accord a également été trouvé pour consentir un substantiel allègement de dette au Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique.

#### **1.1 Augmentation de l'aide destinée à l'Afrique**

La part de l'Afrique dans l'APD totale est remontée à 46 pour cent en 2003 et 2004 – après un repli à 36 pour cent en 1999. Ces flux croissants à destination de l'Afrique sont en grande partie imputable aux initiatives d'allègement de la dette et à l'aide d'urgence, qui ont représenté respectivement 19 et 11 pour cent du total de l'APD, triplant ainsi cette part entre 1999/2000 et 2003/2004. L'aide d'urgence des pays du CAD, du PAM (Programme alimentaire mondiale), de la CE (Commission européenne) et du HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés) a été affectée aux secours et à la reconstruction dans les zones frappées par des catastrophes naturelles et par la famine, en particulier en Afrique australe, ainsi que dans les zones post-conflit, dans la région des Grandes Lacs et en Angola, notamment. Selon les premières estimations, l'aide d'urgence aurait

également progressé en 2005, du fait des interventions engagées pour contrecarrer la crise alimentaire au Niger et gérer d'autres problèmes de sécurité alimentaire en Afrique australe en octobre 2005.

Sur les 14 pays africains qui ont atteint leur point d'achèvement de l'initiative PPTE, l'Ethiopie, le Ghana, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie ont vu leur dette réduite des deux tiers. Parmi les dix pays qui ont atteint le point de décision de l'initiative PPTE renforcée, la RDC à elle seule représente 60 pour cent de l'allègement total consenti à ce titre (plus de 3 milliards de dollars par an entre 2002 et 2004). Les allègements ont été dirigés vers les dépenses de lutte contre la pauvreté, qui ont augmenté dans les pays PPTE entre 1999 et 2005, passant de respectivement 5,5 pour cent de leur PIB à 8,7 pour cent.

## 2. INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Après le ralentissement enregistré en 2002, les flux d'Investissement Directs Etrangers (IDE) en direction de l'Afrique ont repris en 2003 (+39 pour cent) et sont restés relativement stables en 2004 (18 milliards de dollars). Pourtant, la part de l'Afrique dans les flux mondiaux d'IDE reste faible, à 3 pour cent. Le redressement des cours de ressources minérales comme le cuivre, le diamant, l'or et le platine, mais aussi et surtout de ceux du pétrole – conjugué à une augmentation logique de la rentabilité des investissements dans les ressources naturelles - a favorisé les investissements étrangers dans la région. Dans 40 des 53 pays africains, les flux ont augmenté, mais ils ont diminué dans les 13 autres, parmi lesquels figurent les plus grands bénéficiaires d'IDE, comme l'Angola, le Maroc et le Nigéria. Les fusions/acquisitions internationales dans le secteur des mines ont plus que triplé en valeur par rapport à 2003. Les cinq premiers pays d'origine des IDE pour l'Afrique en 2004 sont la France, les Pays-Bas, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni et les Etats-Unis qui, ensemble, assurent une bonne moitié de ces flux vers la région.

Une demande forte et soutenue pour les matières premières, la stabilisation de l'environnement politique et la participation accrue de multinationales africaines dans les réseaux d'infrastructures expliquent la progression sensible des IDE en 2005. A court terme, les perspectives d'afflux d'IDE en Afrique restent plutôt positives même si les agences de promotion des investissements se montrent plus optimistes que les multinationales étrangères. Les experts et les multinationales estiment que les pays d'Afrique du Nord ont plus de chances d'attirer des IDE que les pays d'Afrique subsaharienne. L'Afrique du Sud et la Chine sont les pays les plus cités comme sources potentielles d'IDE. Depuis quelques années, les multinationales chinoises élargissent leurs activités de prospection de ressources et de fabrication sur le continent. Quant aux entreprises indiennes, elles commencent à investir dans les services liés aux technologies de l'information.

Phénomène relativement nouveau, la progression des sorties d'IDE (à distinguer des flux de portefeuilles et des **sorties de capitaux**, qui ont atteint depuis longtemps des **proportions inquiétantes**) : elle a plus que doublé en 2004. Avec l'achat en 2005 du deuxième opérateur italien de télécommunications, la

société égyptienne Orascom rejoint le cercle des multinationales africaines, jusqu'ici largement dominé par l'Afrique du Sud.

### **2.1. L'initiative NEPAD-OCDE pour l'investissements en Afrique**

Dans de nombreux pays africains, les taux d'investissement sont faibles et les flux d'investissements internationaux limités. Faute d'une augmentation de ces investissements, la croissance du PIB de la plupart des pays africains restera insuffisante pour permettre la réalisation des OMD.

L'initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique lancée à Johannesburg en novembre 2003 a pour objectif de mobiliser l'investissement privé en Afrique subsaharienne en soutenant les efforts déployés par les pays de la région pour instaurer un climat attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers, et susceptible de multiplier les retombées sociales des investissements.

Si de nombreux pays africains ont aménagé un environnement plus propice à l'investissement, cela ne suffit pas. Les principales difficultés sont l'instauration de règles du jeu équitables pour tous les investisseurs ; l'amélioration de la transparence et de l'équité des réglementations applicables en matière d'investissement ; la garantie de l'intégrité du secteur public et du marché ; la promotion de l'intégration régionale et de la participation privée dans les infrastructures ; et le renforcement des capacités de mise en œuvre des politiques.

## **3. LES PERFORMANCES MACRO-ECONOMIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

### **3.1. Croissance économique**

La croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest a atteint 4,4 pour cent en 2005, un niveau nettement inférieur à celui de 2004 mais qui devrait passer à 5,3 pour cent en 2006 et 5,5 pour cent en 2007. au sein de l' Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) - qui regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo -, l'activité a continué de pâtir des effets négatifs du conflit en Côte d'Ivoire, principale économie du groupe. Le Sénégal a pour sa part connu un net redressement de son agriculture, notamment pour la production d'arachides, et du secteur des produits chimiques dérivés du phosphate. Le ralentissement de l'activité en Guinée Bissau – de 4,3 pour cent en 2004 à 2,3 pour cent en 2005- affecte le taux de croissance moyen du PIB au sein de l'UEMOA. Mais la reprise de l'agriculture dans plusieurs pays de la zone, après la sécheresse enregistrée pendant la campagne 2004/2005, fait partie des aspects positifs. Outre une augmentation de la production agricole lors des récoltes d'octobre 2005, le mali a profité d'un cours de l'or soutenu – ce qui explique l'accélération de la croissance de son PIB réel, de 2,2 pour cent en 2004 à 5,4 pour cent en 2005.

Parmi les cinq pays d'Afrique de l'Ouest non membres de l'UEMOA (Gambie, Ghana Guinée, Nigéria et Sierra Leone), le Nigéria – qui est pourtant, et de loin, l'économie la plus importante de la région- n'a affiché un taux de croissance que



de 4,4 pour cent en 2005, soit la moitié de la progression moyenne obtenue les deux années précédentes. Les prévisions pour 2006 et 2007 tablent sur une accélération, à respectivement 5,6 et 6 pour cent, sous l'effet en particulier de la récente augmentation du prix du pétrole. La Guinée affiche toujours des performances relativement médiocres (3 pour cent), alors que le Ghana et la Sierra Léone s'en sortent assez bien en 2005, à respectivement 5,9 et 7,5 pour cent, grâce à de très bons résultats dans la production et la transformation du cacao.

### **3.2 L'inflation**

Le taux d'inflation moyen de la région a augmenté, passant d'un niveau déjà soutenu en 2004 (9,8 pour cent) à 12,6 pour cent en 2005. Dans de nombreux pays de l'UEMOA, l'augmentation du prix des denrées alimentaires – liée à la sécheresse qui a provoqué une crise alimentaire dans la région – et du carburant a entraîné une hausse du taux moyen d'inflation, qui s'est accélérée d'environ 1 pour cent en 2004 à plus de 4 pour cent en 2005, au-delà de l'objectif de convergence d'un point de pourcentage fixé par la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Cela étant, la monnaie des pays de l'UEMOA étant rattachée à l'euro, ceux-ci ont connu un taux d'inflation moyen bien moindre que les pays membres de la ZMAO (zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest) qui affichent tous des taux supérieurs ou égaux à 5 pour cent.

En Guinée, l'inflation est passée de 17,5 pour cent en 2004 à 26,3 pour cent en 2005. Le Nigéria affiche un taux de 16,4 pour cent en 2006, contre 15 pour cent en 2004. Le Ghana connaît toujours une inflation élevée. Par conséquent, la date de juillet 2005 fixée pour les pays membres de la ZMAO n'a pas pu être respectée. Seules la Gambie et la Sierra Leone peuvent se targuer d'avoir sensiblement endigué leur inflation entre 2004 et 2005. Les prévisions pour 2006 tablent sur un net tassement des taux d'inflation, en particulier en Guinée et au Nigéria.

### **3.3 Finances publiques**

Les soldes budgétaires de neuf pays de la région se sont détériorés en 2005. C'est en Guinée-Bissau que l'aggravation est la plus forte, le déficit budgétaire du pays atteignant 14,4 pour cent du PIB en 2005, contre 8,4 pour cent en 2004. Cinq pays ont vu leur situation s'améliorer en 2005, la Guinée et le Nigéria se distinguant par une progression d'environ 4,5 points. Les prévisions pour 2006 et 2007 tablent sur une stabilisation ou une amélioration des soldes budgétaires dans la plupart des pays. Pour le Nigéria cependant, le niveau actuel de l'excédent – très élevé – ne devrait pas se maintenir, une baisse étant attendue en 2006 et en 2007.

### **3.4. La pauvreté monétaire**

Cette première cible consiste à réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté avec au moins 1 dollar par jour. En Afrique du Nord, les taux d'extrême pauvreté ont évolué lentement entre 1990 et 2001 mais cinq pays (Algérie, Egypte, Libye, Maroc et Tunisie) sont sur la bonne

voie pour atteindre cette cible. En Afrique subsaharienne, qui détient déjà le record mondial des taux de pauvreté, des millions d'individus s'enfoncent davantage dans le dénuement. A l'exception de Maurice, aucun autre pays d'Afrique subsaharienne n'atteindra cette cible si les tendances actuelles se maintiennent. L'extrême pauvreté concerne encore plus de 50 pour cent de la population au Burundi, en Gambie, à Madagascar, au Mali, au Niger, au Nigéria, en RCA, au Rwanda, en Sierra Leone, au Tchad, en Zambie et au Zimbabwe, pour ne citer que ces cas.

#### **4. ELIMINER LES DISPARITES ENTRE SEXES (OBJECTIF 3 DES OMD)**

L'objectif 3 s'attache à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans trois domaines : l'éducation, l'emploi et la participation à la vie politique. La parité dans l'enseignement primaire est secondaire aurait dû être atteinte de préférence avant 2005 mais les pays d'Afrique subsaharienne continuent d'afficher d'importantes **disparités entre filles et garçons**. Quelques pays se démarquent, qui ont pratiquement réussi à résorber les écarts dans le primaire et dans le secondaire : Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cap Vert, Maurice, Namibie, Nigéria, Sao Tomé et Príncipe, Seychelles, Swaziland, Tunisie, Zambie et Zimbabwe. La résorption des inégalités entre les sexes au niveau des résultats est plus aboutie dans le primaire, avec un taux de résultats satisfaisants de 71,7 pour cent. Ce ratio tombe hélas à 37,7 pour cent seulement dans le secondaire.

En outre, les pays africains ont encore beaucoup à faire pour assurer la participation pleine et entière des femmes dans la vie économique et politique. Si l'on examine le pourcentage des femmes députées, seule une poignée de pays affiche un taux d'au moins 20 pour cent (Afrique du Sud, Erythrée, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Tunisie). Avec **48,8** pour cent des sièges parlementaires détenus par des femmes en 2005 (contre 17 pour cent en 1990), le Rwanda est pour sa part quasiment parvenu à la parité.

## **II- LA MICRO-FINANCE ET L'ENTREPRENARIAT FEMININ**

### **1. LES INITIATIVES AFRICAINES**

#### **1.1. Initiatives dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin**

L'activité économique des pays africains reste marquée par un secteur informel très développé dans lequel souvent les acteurs se limitent à des Activités Génératrices de Revenues (AGR). Les entreprises représentent une minorité.

Quand il s'agit d'entreprises de femmes, la **minorité** devient **rareté**. C'est pour cela que presque tous les pays de notre sous région ont mis en place des mécanismes et dispositifs institutionnels d'appui et de promotion de l'entreprise, en particulier des **entreprises créées et dirigées par des femmes**.

L'objectif stratégique assigné par les Etats aux structures qu'ils ont mises en place dans ce domaine est en général de permettre aux femmes de **créer**, de **gérer**,



de **développer** des entreprises stables et formelles, capables de contribuer significativement à la création de la richesse nationale grâce à une plus grande valeur ajoutée.

### **1.2. Initiatives dans le domaine de la micro finance**

Dans nos pays africains, l'immense majorité de la population est exclue du système classique de collecte et de distribution de ressources financières assurée par les banques.

C'est pour cela que l'on y a assisté à un développement fulgurant des systèmes financiers alternatifs regroupés sous le vocable de systèmes financiers décentralisés ou micro finance. Les femmes qui sont les plus grandes victimes de cet effet d'éviction, ont été les premières à renforcer les systèmes traditionnels d'entraide et de solidarité qui existaient et qui progressivement sont devenus plus formels.

**C'est une des raisons pour lesquelles elles sont au cœur des questions de micro finance et d'accès aux crédits.**

Les institutions de la micro finance drainent aujourd'hui des centaines de milliards de francs CFA d'épargne et de crédit sur le continent. Cela a amené les Etats d'abord à les encadrer par des dispositions légales et réglementaires, et ensuite à instituer des politiques nationales dédiées spécialement à ce sous secteur.

C'est ainsi que plusieurs pays africains ont mis en place des dispositifs institutionnels en leur assignant comme objectif général d'accompagner le processus de création des entreprises (et des Activités Génératrices de Revenu) par l'amélioration de l'accès de couches de plus en plus importantes de la société au crédit et aux autres services bancaires et financiers.

## **III- L'ECONOMIE INFORMELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Du fait des programmes d'ajustement structurel intervenu entre les années 80 et sa conséquence sur la problématique de l'emploi des gouvernements africains, les sociétés africaines ont en un sursaut **d'initiatives personnelles** et **d'auto-organisation** afin d'affronter la désarticulation du tissu économique et sociale de nos pays suite à la crise.

C'est comme cela que le secteur informel et l'emploi indépendant ont gagné une place dans le secteur privé africain.

- La situation des femmes africaines reste globalement préoccupante voire catastrophique,
- En Afrique sub-saharienne, 3 personnes sur 4 sont occupées dans l'économie informelle,
- 93% des nouveaux emplois non agricoles sont créés en Afrique sub-saharienne par le secteur informel,
- 41% du PIB non agricole de la zone provient de l'économie informelle,

- l'économie informelle est caractérisée en particulier par des conditions de travail difficiles (absence de contrats de travail, horaires très élevés, absence de protection sociale etc).

Pour illustrer les difficultés d'accès des femmes, nous prenons l'exemple du Sénégal où elles représentent 52% de la population et assurent 85% des travaux agricoles alors qu'elles ne bénéficient que 1% du financement du secteur agricole, ce qui est une véritable marginalisation.

### Le diagnostic

Il a permis d'identifier un certain nombre de contraintes et d'atouts.

- Au nombre de contraintes, il est mis en évidence :
  - les difficultés d'accès à l'information économique et commerciale,
  - l'insuffisance de capacité de gestion et de formation,
  - l'insuffisance de structures d'appui conseil et les difficultés d'accéder à leurs services,
  - les difficultés d'accès aux financements,
  - les difficultés liées aux problèmes socio culturels.
- Au nombre des atouts, on peut noter :
  - la volonté politique qui s'est traduite par la mise en place d'un mécanisme institutionnel de promotion de l'entrepreneuriat féminin et la mise à disposition de ressources financières (voir ci après),
  - les opportunités qu'offrent les marchés régionaux (UEMOA et CEDEAO) et internationaux (AGOA),
  - l'implication de bailleurs de fonds et partenaires au développement (Union Européenne, Initiative Canadienne etc).

## IV- LES FEMMES DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE PAUVRETE

Pour établir le corollaire entre la paix dans notre sous région et son intégration économique, il suffit de comprendre qu **l'intégration** est une forme de développement politique économique et sociale.

Tenant compte du fait que les polémologues qualifient les conflits en Afrique d'« **atypique** » tellement ils sont complexes, l'on peut néanmoins ;constater que, même s'ils sont d'origine **économique, religieuse, ethnique, frontalière**, ou relatif à la **gestion des terre**, ils ont très souvent un soubassement économique du fait de la rareté des ressources en Afrique.

Si en plus durant les dernières décennies, l'Afrique Subsaharienne a été la région du monde qui a obtenu le plus mauvais résultats sur le plan de la réduction de la pauvreté, la relation entre **conflit et pauvreté** devient une évidence. Parmi ces pauvres, on estime que près de 80% sont des femmes. En Afrique subsaharienne, les femmes représentent 60% des personnes qui travaillent dans le secteur non structuré. C'est ainsi que le secteur informel représente 41% du PIB non agricole des pays africains au sud du sahara. L'état de

pauvreté de tous genres qui frappe le continent africain révèle des données statistiques qui sont à la limite du bon sens.

03 milliards d'individus ne reçoivent que 1,2% de revenu global, alors que 01 milliard d'habitants vivant dans les pays riches reçoivent 80%.

- 8 Millions d'enfants meurent chaque année de maladies liées à la pauvreté,
- 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition,
- 100 millions d'enfants vivent dans la rue,
- 01 enfant meurt chaque 3 secondes par la pauvreté et notre monde s'en accommode.
- Faible ratio d'implantation des infrastructures sociales de base
- Faible volume d'échanges 2,7%
- Faiblesse des investissements directs étrangers 1%
- Quasi absence du secteur privé qui produit les richesses du monde globalisé et de compétition
- Difficultés d'accès aux ressources financières, manque de garantie
- Conflits
- Migration

Alors que en Afrique la plupart des familles sont entretenues par l'effort inlassable des femmes qui représentent 53% de la population 24% sont des chefs de famille et contribuent pour 70% à la production vivrière.

- Importance numérique
- Capacité de mobilisation
- Relais social incontournable
- Acteurs économiques avérés
- Piliers importants de la religion musulmane en Afrique
- Facteurs de Paix et de Stabilité communautaire
- Dépositaire de l'éducation des enfants pour l'Islam

#### **a) Le poids des femmes dans le secteur informel en Afrique subsaharienne**

(Exemple du Bénin de la cote d'ivoire du Sénégal du mali du Togo du Burkina et du Niger) document BIT.



Séminaire régional **Entreprenariat** féminin, juillet 2005

### **b) Part de l'emploi féminin dans l'emploi total du secteur informel**

✧ En Afrique sub-saharienne:

- ✦ La part des femmes dans le secteur informel est supérieure à la part des femmes dans la force de travail totale: 51 % contre 43 % (1991-1996) ; elle est proche de leur part dans la population totale.
- ✦ Le secteur informel représente pour les femmes plus de **91.5% des opportunités d'emplois** en dehors de l'agriculture (contre 70.7% pour les hommes).
- ✦ Les femmes ont moins accès à l'emploi formel et à l'emploi de meilleure qualité

### **c) Emplois indépendants et salariés dans le secteur informel**

- ✧ Les emplois **indépendants représentent près de 90%** des emplois dans le secteur informel en Afrique sub-saharienne (*contre 49,4% en Amérique latine et 56,6% en Asie*)
- ✧ L'emploi **salarié est peu important : autour de 10%** du total des emplois informels
- ✧ En Afrique de l'Ouest, la **part des emplois indépendants** dans l'emploi total non agricole est **passée de 40%** dans les années 1970 à **près de 79,9%** dans les années 1990. Pour les **femmes**, cette part est passée **de 48% à 88,6%**

#### **d) Les revenus des femmes dans le secteur informel**

- ✳ Les femmes ont plus rarement un emploi salarié que les hommes ; lorsqu'elles ont un emploi salarié, elles se trouvent en général **au bas de l'échelle des rémunérations**
- ✳ Dans les 7 villes couvertes par l'enquête 1-2-3 (Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou):
  - ◆ Les femmes gagnent **en moyenne deux fois moins que les hommes**
  - ◆ En terme de rémunération médiane, la **rémunération médiane des femmes représente 1/3 de celle des hommes**
  - ◆ L'inégalité des salaires est beaucoup plus élevée parmi les femmes

#### **e) Initiatives dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin**

L'activité économique des pays africains reste marquée par un secteur informel très développé dans lequel souvent les acteurs se limitent à des AGR. Les entreprises représentent une minorité

Quand il s'agit d'entreprises de femmes, la minorité devient rareté. C'est pour cela que presque tous les pays de notre sous région ont mis en place des mécanismes et dispositifs institutionnels d'appui et de promotion de l'entreprise, en particulier des entreprises créées et dirigées par des femmes.

L'objectif stratégique assigné par les Etats aux structures qu'ils ont mises en place dans ce domaine est en général de permettre aux femmes de créer, de gérer, de développer des entreprises stables et formelles, capables de contribuer significativement à la création de la richesse nationale grâce à une plus grande valeur ajoutée.

**Les femmes africaines sont donc particulièrement concernées par la problématique de l'entrepreneuriat et du secteur privé.**

## RECOMMANDATIONS

- L'amélioration de l'offre de production par le renforcement de l'esprit d'entreprise chez les femmes;
- La recherche de marchés pour la transformation des productions locales (fruits et légumes, ressources halieutiques, produits du cru);
- L'étude de projets fédérateurs au profit des femmes de la région CEDEAO ;
- La création d'un fonds sous-régional exclusivement réservé aux femmes est une nécessité pour le financement de leurs activités.
- le développement d'outils statistiques pour mesurer la contribution des femmes et de leurs activités dans le PIB et dans les différents domaines d'activités ;
- la prise de mesures allant dans le sens de l'amélioration des conditions de travail, de santé, de sécurité et du revenu des femmes du secteur informel ;
- la levée des contraintes qui handicapent le développement des activités économiques des femmes, entre autre un meilleur esprit de solidarité entre femmes ;
- le renforcement des capacités des femmes (alphabétisation, formation etc.) et le développement de leurs réseaux à partir de ce qu'elles font le mieux ;
- de faire une évaluation de la micro finance, de son développement et de son impact dans la situation économique des femmes ;
- La démultiplication des expériences réussies dans un pays au niveau des autres pays de la sous région, voire du continent.
- Inclure l'étude de la micro finance dans les cursus scolaires et universitaires dans les pays africains ;

## CONCLUSION

Pour conclure, je voudrais dire que l'Afrique est une et indivisible, grande comme les USA, l'UE des 12, l'Argentine, la Chine, le Mexique et l'Inde; soit 30,3 millions de km<sup>2</sup>, 20% de la superficie de la planète, avec une population jeune à 60%. Malgré 300 ans d'esclavage et 200 ans de colonisation des impérialistes, elle devrait penser à prendre une revanche sur l'histoire en faisant de son **unité** une supériorité, afin de vaincre sa balkanisation..

Ainsi les défis contemporains pour l'Afrique c'est le **phénomène des conflits** tant par leur multiplicité que par leur durée et leur taux de mortalité non pas chez les populations **militaires** mais au niveau des **civiles** dont une majorité de femmes et d'enfants.

La conséquence économique de ce fléau risque d'être plus menaçant que le **commerce triangulaire**.

Cela nécessite la mobilisation des femmes.

Je vous remercie de votre attention.



## **BIBLIOGRAPHIE**

- Perspectives Economiques Africaines 2005/2006 de l'OCDE
- Rapports finaux séminaires annuels juillet 2005 et 2006 organisés par l'AFAO
- Extraits communication Philippe Marcadant BIT : séminaire juillet 2005 sur la micro finance et l'entreprenariat féminin organisé par l'AFAO
- Extrait interview revue : micro finance interview